

APPENDICE « E »

Mémoire présenté au
Comité sénatorial sur la pauvreté

par

Alan Martin

Président du Conseil des
représentants des étudiants
de l'UNB à Saint-Jean

Bien que je fasse partie d'un organisme estudiantin et que les premières démarches en vue de la préparation du présent mémoire aient été faites par l'intermédiaire de ce même organisme, je veux déclarer dès le début que les opinions exprimées dans ce mémoire devraient être considérées comme celles d'un particulier plutôt que du représentant d'un groupe. Pour préparer ce mémoire, j'avais l'intention d'intéresser un petit groupe de personnes à y travailler. Mais en raison d'un certain nombre de facteurs, cela s'est avéré impossible. Cependant, j'ai quand même éprouvé assez d'intérêt pour continuer personnellement à mener ce projet à bien.

La préparation du présent mémoire a été pour moi autant une façon de me renseigner sur le problème de la pauvreté, que de trouver un moyen de le présenter sous une certaine optique. Je pars donc d'une base générale, et la plupart des points traités sembleront probablement superflus aux membres du comité.

Cependant, le fait de ne faire partie d'aucun groupe de bien-être ou d'assistance a peut-être un avantage: mon mémoire n'est pas orienté vers une agence ou un groupe en particulier et, ainsi, mes idées et propositions se présentent sur une base plus vaste. Que ce soit un avantage ou non, j'ai au moins acquis en compilant ce mémoire une connaissance pratique des problèmes et des attitudes des pauvres dans notre pays.

Au Canada, la culture et l'économie se fondent sur les nécessités et les désirs d'une population opulente. Les richesses naturelles abondent dans notre pays, à tel point que notre problème est le développement économique plutôt que le manque de ressources. Notre revenu par habitant se maintient à l'une des moyennes les plus élevées dans le monde entier. Bien que notre économie ait eu à souffrir d'un certain nombre de problèmes que nous connaissons tous, la pauvreté est un problème que l'abondance de plus en plus grande de notre société n'a pas résolu et n'est pas prête de résoudre. En définissant les personnes à faible revenu en tant que gens utilisant 70 p. 100 ou plus de leur revenu pour l'alimentation, l'habillement et le logement, le Conseil économique du Canada précise dans son Cinquième exposé annuel

que près de 29 p. 100 de la population canadienne entraient dans cette catégorie. Bien que le niveau de pauvreté basé sur le revenu par habitant, au Canada, soit plus élevé que dans la plupart des autres pays, le problème des personnes qui ne disposent que d'un faible revenu demeure toujours. Être pauvre est dégradant au Canada, même si l'on sait que d'autres personnes sont encore moins fortunées que soi.

Dans notre économie capitaliste, l'économie progresse dans son ensemble, mais dans le sillage du progrès se lève une vague de plus en plus forte de gens pauvres, aigris et pessimistes.

La conception fondamentale d'une catégorie de gens vivant sous un régime de bien-être ou ne disposant que de faibles revenus n'est pas indésirable en elle-même. En effet, que l'économie soit stable ou instable, que le pays soit riche ou pauvre, il y aura toujours dans chaque société une catégorie de personnes à faibles revenus. Au Canada, le niveau de la pauvreté s'est élevé du simple au triple au cours des soixante dernières années à cause d'une hausse correspondante du revenu par habitant pendant la même période. Alors qu'en 1904 le niveau de pauvreté généralement accepté pour un particulier était un revenu de \$500 par an, en 1964, le niveau reconnu était de \$1,500 par an. L'expansion de l'économie ou la richesse même du pays ne résout donc pas le problème de la pauvreté.

Le problème réside dans le fait que la plupart des gens qui appartiennent à la catégorie des petits salariés sont pauvres et que plus d'une personne reste dans cette catégorie, moins elle a de chances d'en sortir. Cela provient du fait que cette catégorie de gens a développé une culture et une société complètement séparée de celle du reste des Canadiens. Leur culture inculque aux gens le sentiment qu'ils sont rejetés, oubliés et dédaignés par la société canadienne. On leur fait sentir que bon nombre des droits dont nous jouissons et sur lesquels nous comptons, nous qui appartenons à la classe moyenne ou supérieure des Canadiens, ne sont pas également les leurs. On leur fait sentir qu'ils ne sont pas à la hauteur, et plus ces sentiments sont mis dans leur esprit, plus ils ont tendance à y succomber. La vie d'un